La peine capitale

La question de conscience pose également un problème aux députés libéraux. Certains d'entre eux sont d'anciens ministres du cabinet qui ont appuyé le principe de la peine capitale à l'époque de l'abolition. Au cours d'une discussion débat où nous participions, lors de l'émission *Canada-AM*, un ministériel de l'opposition officielle libérale a déclaré qu'il appuyait la peine capitale. Il a déclaré au cours de l'émission *Canada-AM* qu'il s'était prononcé contre la peine capitale en 1976. Lorsqu'on lui a demandé ce qu'il ferait lorsque les conservateurs présenteraient une motion visant à rétablir la peine capitale, il a déclaré qu'il voterait contre cette motion. Je doute de la capacité de certains députés libéraux de voter selon leur conscience.

Je voudrais revenir sur quatre ou cinq questions soulevées par d'autres députés. Aucune religion au Canada n'a la prérogative, selon moi, de déclarer qui est chrétien et qui ne l'est pas. Je pourrais vous donner la liste de ministres du culte, d'écclesiastiques et de représentants d'Églises de toutes sortes qui m'ont écrit en leur qualité de dirigeants de ces Églises pour m'exprimer leur appui total au rétablissement de la peine capitale. Il s'agit notamment de représentants de l'Oxford Baptist Church, de Woodstock en Ontario, de la Fundamental Baptist Mission, d'une lettre d'un ancien aumônier de l'Église Unie, d'une lettre du pasteur Jake Giesbrecht de la Ferndale Bible Church de Peterborough en Ontario, d'une lettre du révérend Hutson et de T. Hilsden, responsables des problèmes sociaux et des relations publiques des Pentecostal Assemblies of Canada, d'une lettre du révérend Earl N.O. Kulbeck de Scarborough, en Ontario, ministre des Pentecostal Assemblies of Canada, et d'une lettre du révérend G.W. Porter, aumônier retraité de l'Église unie du Canada, de la Légion de Lakefield dont je suis membre honoraire. J'ai une lettre du révérend évangéliste Theodore Rudd de Calgary, en Alberta. J'ai des pages entières de lettres d'écclesiastiques en faveur du retour à la peine capitale...

• (1630)

M. Cassidy: Combien d'évêques avez-vous? Donnez leur nom. Nommez les évêques qui sont d'accord avec vous.

M. Domm: ... pour des motifs religieux. Je siège à la Chambre des communes et je prends aujourd'hui la parole pour discuter avec n'importe quel député d'en face qui voudrait prétendre qu'on n'est pas chrétien parce qu'on appuie la peine capitale. Qui jugent-ils, quels que soient ces gens-là? Je n'ai nullement l'intention de décréter que tel ou tel député de l'opposition est chrétien ou antichrétien. Je crois que l'argumentation des députés d'en face ne vaut pas grand-chose quand ils disent que des dirigeants religieux de notre pays accusent d'autres groupes religieux, d'autres organisations, des Églises et des théologiens d'être anti-chrétiens parce qu'ils approuvent la peine capitale en se fondant sur les enseignements de l'Ancien et du Nouveau Testament. Les députés d'en face prétendent que nulle part dans le Nouveau Testament Jésus-Christ n'approuve la peine capitale. Je les défie de me montrer un passage du Nouveau Testament où le Christ déclare que l'État n'a pas le droit de prendre la vie d'autrui.

M. Cassidy: Que celui qui n'a jamais péché jette la première pierre.

M. Domm: Cela dit, si les députés d'en face disent que les arguments pour la peine capitale s'inspirent de l'Ancien Testament, je les défie de me montrer en quoi quelqu'un qui approuve la peine capitale en s'appuyant sur cet Ancien Testament serait moins chrétien que quelqu'un qui appuie la peine capitale ou s'y oppose en se fondant sur les enseignements du Nouveau Testament.

Revenons sur l'argument avancé tout à l'heure par le très honorable chef de l'opposition officielle, l'argument selon lequel la peine capitale serait barbare, serait opposée à la notion de civilisation. Une fois de plus, on nous ressort le vieil argument: «La peine capitale, c'est un meurtre».

Voici ce que disent les abolitionnistes: «Les barbares sans civilisation tuent; tuer est un geste barbare et étranger à la civilisation; par conséquent, les exécutions ordonnées par le pouvoir judiciaire sont des manifestations de barbarie et de sauvagerie».

Ce sont les paroles de Les Bewley, un juge au criminel, de Vancouver, à la retraite, qui tient une chronique dans la revue *Canadian Lawyer*. Il a également déclaré ceci:

Ce truc peut marcher, mais seulement pour ceux qui ont oublié, ou qui n'ont jamais su, que la civilisation repose sur le droit, ce code qui interdit les actes sociaux, dangereux et criminels sous peine d'une punition infligée par un tribunal et qui refuse à l'individu le droit de se faire justice ou de se venger. Ceux qui affirment que la peine de mort n'est qu'un acte de barbarie ou une revanche ne comprennent pas ce qu'est la civilisation et attentent à la raison.

Selon l'autre argument, la peine capitale est un meurtre. Nous l'avons entendu dire non seulement de ce côté-ci de la Chambre, mais également en face.

M. Cassidy: C'est ce que vous venez de dire.

M. Domm: Voici ce que M. Bewley a déclaré à ce sujet:

«Assassiner quelqu'un c'est le tuer; l'exécuter c'est le tuer également; par conséquent l'exécution est un meurtre.» Cela revient à dire: «Il est illégal d'enfermer quelqu'un; les juges enferment des gens et, par conséquent, les juges enfreignent la loi»... Le meurtrier se fait à la fois procureur, juge et jury, sans autorisation légale. Seul ce genre d'exécution peut être qualifié de meurtre.

Par contre, la société accorde aux meurtriers tous les droits et toutes les garanties qu'il a refusés à sa victime. Si, après avoir fait la preuve de sa culpabilité au-delà de tout doute raisonnable, la société le condamne à mort, il ne s'agit pas d'un meurtre; cela n'a absolument rien à voir avec un assassinat. Il est tout à fait ridicule de parler de meurtre en pareil cas.

Je tiens à dire que ce sont également les paroles de Les Bewley et qu'on peut les lire dans *Canadian Lawyer*. Cet article a paru dans le *Globe and Mail* du 19 mars 1987.

Je voudrais également lire un petit article qui saura sans doute mieux traduire une pensée. En fin de semaine, j'ai essayé d'établir comment nous en étions arrivés là, pourquoi nous ne sommes pas satisfaits...

M. Cassidy: A cause de gens comme vous, voilà pourquoi.

M. Domm: ... du vote de 1976... lorsque je dis «nous», je veux parler des Canadiens. Vous ne représentez peut-être pas les Canadiens.

M. Cassidy: Bien sûr que si.

M. Stewart: Non, regardez les pourcentages.

M. Domm: Je peux vous dire que les Canadiens...